



DECISION N° 2023 - 880

**Convention de Mise à Disposition - Ville de
Perpignan / Association l'Enfance Catalane
52 rue Maréchal Foch**

Direction Gestion Immobilière

Le Maire,

Vu l'article L. 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Maire par le Conseil Municipal,

Vu les articles L. 2122-23 et L. 2122-18 relatifs aux subdélégations susceptibles d'être consenties par le Maire aux adjoints et/ou conseillers municipaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoir au Maire, pour les matières énumérées à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

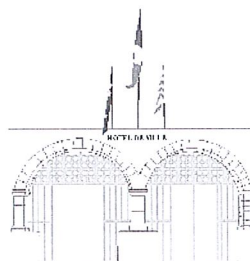
Vu l'arrêté du Maire en date du 9 juillet 2020 portant subdélégation de signature à Charles PONS, Premier Adjoint au Maire,

Considérant que l'association L'Enfance Catalane sollicite le renouvellement de la convention de mise à disposition de salles au sein de l'immeuble communal sis 52 rue Maréchal Foch à Perpignan.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Perpignan met à disposition de l'association l'Enfance Catalane des salles au sein de l'immeuble communal, sis 52 rue Foch à Perpignan :

- La salle B 25 située au 2^{ème} étage, d'une superficie de 33,68 m², à usage de bureau administratif.
- la salle polyvalente B05 d'une superficie de 36,27 m², située au rez-de-chaussée, les lundis et les mardis après-midi de 14h à 18h en vue de la tenue de temps de rencontres parents/enfants.
- les salles polyvalentes, en fonction d'un planning d'occupation déterminé par la Ville.



ARTICLE 2 : Cette convention est consentie pour une durée d'un an à compter du 1^{er} juillet 2023. Sa reconduction devra être formulée de façon expresse.

ARTICLE 3: La convention est consentie à titre gratuit. Les abonnements et consommations électricité & eau, chauffage, à l'exclusion du téléphone sont à la charge de la Ville.

ARTICLE 4 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier sis, 6, rue Pitot à Montpellier (34000), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la commune de Perpignan, dans les mêmes délais. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Montpellier dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services sera chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Fait à Perpignan, le **18 AOUT 2023**

ID Télétransmission :

066-216601369-20230818-177545-AU-JJ

Accusé reçu le : **18 AOUT 2023**

Affiché le : **18 AOUT 2023**

M. Charles PONS, Pour le Maire par subdélégation l'Adjoint

